

MISSION PERMANENTE DU CANADA AUPRES DES NATIONS UNIES

AVANT-TIRAGE

COMMUNIQUE N° 35A
le 21 octobre 1965

A NE PUBLIER QU'AU MOMENT
DU DISCOURS

Bureau de presse
750 Troisième Avenue
New York
YUkon 6-5740

VERIFIER AU MOMENT DU DISCOURS

Développement économique

Texte de la déclaration prononcée le jeudi 21 octobre 1965
à la Deuxième commission par l'Ambassadeur Margaret Meagher,
représentant du Canada

La Deuxième commission n'a pas examiné le développement économique et social depuis deux ans, mais la réunion de cette année n'est pas importante du seul fait de cette interruption. Il est davantage significatif que nous sommes aujourd'hui plus conscients de la complexité des problèmes du développement; plus conscients que l'aide à elle seule ne suffira pas à assurer le progrès économique, que cette aide doit s'accompagner d'une expansion du commerce international, particulièrement de celui des pays en voie de développement, être renforcée par la diffusion et la mise en application de la science et de la technologie, et fondée sur une planification effective du développement.

Malgré les efforts considérables déployés depuis la Deuxième guerre mondiale, l'écart s'est élargi entre les niveaux de vie des pays riches et des pays pauvres. Dans plusieurs pays, la croissance économique a tout juste réussi à contrebalancer la montée de la population et des problèmes de service de la dette menacent de saper les programmes de développement. Et, ce qui est plus grave, alors que les besoins augmentent, le courant de l'assistance en faveur du développement s'est stabilisé et, dans certains cas, les conditions régissant l'octroi de cette assistance sont devenues moins avantageuses. Nous en sommes rendus à un point de la lutte pour le développement où il serait par trop facile d'abandonner tout espoir et tout effort en face de l'ampleur du problème. En réalité, la conjoncture actuelle du développement économique mondial exige une initiative décisive de notre part, une initiative collective et individuelle.

Le Canada reconnaît la gravité de la situation et, après avoir plus que doublé notre programme d'aide bilatérale, l'année dernière, nous l'intensifions encore cette année. Notre premier ministre disait récemment que le gouvernement canadien a l'intention d'accroître substantiellement son aide au cours des prochaines années. Et le Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, M. Martin, déclarait à l'Assemblée générale, le 24 septembre dernier: "Je tiens à affirmer que nous appuyons fermement la fusion du Fonds spécial et du Programme élargi d'assistance technique, moyennant des conditions satisfaisantes, en un programme unifié des Nations